

# SOCIALISME MONDIAL 27

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans Etats

5 F

## CAPITALISME ET GUERRE

Quand il était président, Giscard déclarait qu'il prendrait seul la décision de mettre en marche la force nucléaire française: «Le Président de la République ne passe même pas l'échelon gouvernemental, ni même par l'état-major des armées. C'est directement les échelons d'organisation qui sont mis en oeuvre» (TF1 18.11.80). La réaction de beaucoup de gens face à cette constatation terriblement calme de la façon dont la destruction de millions de personnes serait préparée a été d'insister que plus d'un seul homme devrait avoir le privilège de prendre cette décision. Mitterrand a tacitement accepté la même position que Giscard mais le PC est en faveur d'un haut comité spécial constitué du Président de la République, du premier ministre et du ministre de la Défense nationale, ainsi que des ministres représentant la coalition gouvernementale et du chef d'état-major général. Mais si cette décision était à prendre démocratiquement par tout le monde, choisirions-nous la dévastation nucléaire? Plutôt que d'entamer une discussion futile pour savoir si l'organisation de la mort de milliards d'autres êtres humains revient à un seul homme ou à cinq, considérons le problème des guerres comme tel, sans indifférence ni hysterie.

La déclaration de Giscard n'était qu'une partie de l'amoddissement de la vie effectué par la presse, la télévision et tous les autres médias. Le sujet de la guerre, la possibilité de l'auto-destruction de l'humanité, est considéré comme tabou, quelques fois discuté comme sujet important ou d'intérêt simplement pour les soi-disant intellectuels et les «experts». Cependant il existe aujourd'hui dans le monde assez d'armes pour tuer très facilement toute la population: quatre tonnes d'explosifs nucléaires pour chacune des quatre milliards de personnes qui vivent dans le monde. En l'an 1980, 500 milliards de dollars environ ont été dépensés mondialement pour les armements. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique estime qu'il y a maintenant cinquante mille têtes nucléaires avec une force un million de fois plus grande que celle d'Hiroshima. Plusieurs pays, comme la France, les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne, dépensent une grande partie de leurs ressources de travail et de matériaux pour les armes, «classiques», toxiques et bactériologiques autant qu'atomiques.

D'après l'UNESCO, le coût d'entretien d'un soldat égale 80 fois celui de l'éducation d'un enfant. Celui d'un seul bombardier équipé égale 75 hôpitaux de cent lits chacun, ou 50.000 tracteurs, ou 15.000 moissonneuses-lieuses. Mais tout cela ne peut rien dire aux politiciens qui gèrent un système mondial qui engendre la guerre comme aspect inévitable de sa structure et où les armes doivent toujours avoir la priorité sur la satisfaction des besoins humains.

Dans cette même société globale où la course aux armements semble pousser l'humanité de plus en plus près du bord d'un précipice, 15 millions de personnes au moins meurent de faim chaque année, dont 12 millions d'enfants de moins de cinq ans. C'est-à-dire: 28 morts à chaque minute de la journée et de la nuit: cela équivaut à un «Hiroshima» tous les trois jours. En fait, dans cette période de «paix» que l'on imaginerait exister en entendant tout ce que disent les politiciens à propos de la menace d'une guerre «future», les guerres sont continues et dans presque toutes les parties du monde. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, il ne s'est pas

passé un seul jour sans que n'ait lieu une guerre quelque part dans le monde: la guerre française en Indochine, celle de la Corée, d'Algérie et du Viet-nam; plusieurs en Afrique et au Moyen-Orient et plus récemment au Tchad, au Nicaragua, au Salvador, en Asie du sud-est, et entre l'Irak et l'Iran. Pour concevoir avec précision la menace de guerre, il faut donc se rendre compte que nous habitons un système social qui produit les guerres, bien qu'assez «localisées» en ce moment, et une immense privation qui par l'inanition est un meurtrier plus efficace même que les guerres.

La menace de guerre dont on parle, cependant, est celle d'une guerre mondiale, d'une guerre nucléaire dont les effets seraient plus terribles qu'on ne peut l'imaginer. Les mécanismes de destruction peuvent anéantir des centaines de grandes villes en quelques secondes. Dans cette société de propriété, on a même inventé la bombe à neutrons capable de détruire la vie humaine et la végétation en laissant intactes les usines et les bâtiments pour utilisation par les conquérants. La façon dont les armes atomiques, toxiques ou bactériologiques peuvent tuer est plus laide que jamais. Les effets des bombes de Nagasaki et d'Hiroshima demeurent encore: brûlures, maladies dégénérantes du rayonnement nucléaire, maladies cérébrales. Et c'est exactement cette menace qui semble de plus en plus une réalité, presqu'une actualité quand les journaux développent l'habitude de discuter comme inévitable un conflit militaire entre les Grandes Puissances.

Les Etats-Unis et l'URSS ont commencé à se désigner l'un à l'autre comme adversaires dans une guerre future, ce qui s'est passé avant chacune des autres guerres mondiales. Quelques gouvernements, par exemple celui de la Grande-Bretagne, commencent à donner des conseils ridicules à propos d'une «défense civile» impossible contre la puissance d'une attaque nucléaire. Des mouvements comme la Campagne pour le Désarmement Nucléaire (CND) connaissent une renaissance malgré leur échec des années soixante, échec que l'on a pu prédire. Là où les gouvernements ont besoin d'armes développées au même niveau que celles d'autres Etats pour protéger leurs intérêts, les prières de tels réformistes n'importent presque pas. Il se propage donc une ambiance de panique mêlée d'apathie. Le fait reste clair que, avec le monde organisé comme il l'est à présent, les guerres continueront, localisées ou globales, sans cesse et sans contrôle. En Afghanistan, en Iran, en Pologne, chaque conflit peut provoquer l'étincelle.

Le socialisme est une possibilité immédiate. Il est de plus une nécessité très urgente. L'humanité est de plus en plus menacée par la possibilité d'être anéantie par une guerre mondiale, et des millions de gens meurent en ce moment à cause de la faim ainsi que des guerres. La classe travailleuse mondiale est menacée par la guerre, mais souffre même en temps de paix relative des problèmes sociaux tels que l'insécurité, la misère et la violence qui sont produites par une existence sévèrement restreinte. Seul le socialisme mondial peut mettre fin à ces problèmes en établissant un système sans propriété, salaires et profits, sans classes, sans Etat et sans argent. Il nous laissera nous organiser démocratiquement dans un monde sans faim, sans guerres, avec l'accès libre à toute la richesse produite par la collectivité démocratique.

# REFLEXION SUR LE NUCLEAIRE

L'annonce que le Boischaud, qui se trouve dans le Berry Sud (Indre), pourrait être retenu comme centre de stockage de déchets radioactifs, a amené de nombreuses personnes à une prise de conscience.

Par delà le problème de stockage de ces déchets, une question a été posée : pourquoi des déchets ? Leur source principale est la fabrication de l'électricité par le nucléaire.

Le programme nucléaire est né des crises pétrolières, et de l'obsession de l'indépendance énergétique. En 1975, fut donc décidée, en plus d'usines nucléaires classiques (PWR), la construction d'une supercentrale, appelée Superphénix.

Quelles ont été les prises de position à ce moment ?

En 1979, la pétition nationale pour une autre politique énergétique est signée par le candidat François Mitterrand, aux côtés de la CFDT, du PSU, des Ecologistes...

Les 12 et 13 janvier 1980 (Convention d'Alfortville), le PS vote contre la poursuite du projet à 57 % des voix.

Janvier 81, Monsieur Paul Quilès, alors expert énergétique du PS, écrit : «Superphénix sera mise en route progressivement si les conditions de sécurité sont parfaitement assurées» (*Energie, l'autre politique*).

Dans les années 65-70, l'uranium était rare. Superphénix a donc été pensée dans une période où le métal était très cher. Or, les anticipations des quantités d'uranium qui seront consommées d'ici à 2020 sont passées de 9-20 millions de tonnes (en 77) à un peu plus de 2 millions de tonnes (en 1984) alors que les ressources bon marché, officiellement, sont de 5 millions de tonnes.

Depuis 1979, le cours de l'uranium est passé de 45 à 18 dollars monnaie courante par livre d'oxyde. Le prix de l'uranium devra plus que décupler pour ramener le coût du Kwh surgénérateur à celui du Kwh nucléaire traditionnel.

En 1976, les Etats-Unis suspendent l'achèvement de l'usine de traitement de Barnwell et, en 77, le projet de prototype rapide de Clinch River. Après avoir essayé de convaincre les autres gouvernements d'arrêter la filière surgénérateur (1977 : M. Carter, lors de la conférence internationale d'évaluation des cycles du combustible), tout se passe, actuellement, comme s'ils attendaient l'effondrement économique de cette industrie, sans même daigner intervenir.

Si ces centrales ne sont pas économiquement viables, quel est donc leur intérêt ?

Superphénix utilise, comme combustible, le plutonium issu des PWR. On y ajoute de l'uranium, ce qui permet la transmutation en un plutonium d'excellente qualité militaire, 300 Kgs par an, soit environ une bombe par semaine. 5 Kgs suffisent pour une bombe au plutonium, soit trois fois moins que pour une bombe à l'uranium. Avantage militaire donc, et danger de prolifération. (NB. Le mercredi 31 octobre

1984, l'usine de Pierrelatte, qui fournit l'explosif nucléaire de la force de frappe, a cessé son activité...).

Bernard Goldsmith, directeur du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), a déclaré en septembre 77 : «Si un pays se lance dans un important programme d'énergie nucléaire, ou une centrale, aucun contrôle, aucun engagement ne peut l'empêcher de posséder le plutonium nécessaire à un programme militaire, si ce pays décide, du jour au lendemain, d'interdire son territoire aux inspecteurs».

Il existe un traité de non-prolifération nucléaire, mais aux termes de celui-ci, un Etat possédant l'arme nucléaire n'est pas contraint de renoncer à utiliser ses installations civiles à des fins militaires.

L'explosion de la bombe indienne, en 1974, fait prendre conscience aux Etats-Unis (qui veulent garder le monopole des grandes puissances de la bombe atomique) du danger de prolifération et de la connexion oubliée des programmes civils et militaires. Ils redécouvrent les risques présentés par le développement mondial d'une industrie qui pourrait manipuler actuellement plusieurs milliers de tonnes de plutonium. Les présidents Ford et Carter ont alors essayé, sans succès, de faire renoncer, aux autres pays, l'étude de cette filiale.

Tout pays possédant un Superphénix pourra fabriquer une bombe par semaine. Que se passerait-il, si la France en vendait à l'Argentine, le Brésil, le Pakistan, l'Iraq...

L'option militaire : Jean Thiry devant le PR : «La France pourra, pour des coûts relativement faibles, fabriquer des armes atomiques en grande quantité» (*Le Monde*, 19-1-1978) et Georges Benedetti (PS), à l'Assemblée Nationale, le 15 novembre 83 : «La filière des rapides est la seule capable de fabriquer du plutonium pour alimenter le développement de notre force nucléaire tactique».

La Grande-Bretagne et la France ont décidé de porter, fin 1990, de 162 à 1200 le nombre de têtes nucléaires. Par quels moyens ?

La NERSA (promoteur de Superphénix) a déclaré à l'Euratom que le but de Superphénix est de produire de l'électricité, mais ne s'est pas prononcé sur l'usage ultérieur des matières irradiées. Marcel Boiteux, président du Conseil d'administration d'EDF, a déclaré officiellement que le courant produit par Superphénix était trop cher ; «deux fois et demi celui d'une centrale nucléaire classique», a précisé Robert Chapuis, député PS et secrétaire de la commission production-échanges de l'Assemblée nationale (*Nouvelle République du Centre*, 8-9 décembre 1984).

Le gouvernement français qui, lors du conseil des ministres du 31 octobre 84, a décidé de mettre en chantier deux nouvelles tranches de travaux, n'est pas revenu sur sa décision. La présomption est donc que Superphénix est une option militaire.

## LES PRINCIPES DU SOCIALISME

### OBJECTIF

L'établissement d'un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses.

### DECLARATION DE PRINCIPES

1. La société, telle qu'elle est à présent constituée, est fondée sur le fait que la classe capitaliste ou dominante possède les moyens d'existence (terres, usines, chemins de fer, etc.) et tient ainsi asservie la classe travailleuse qui, par son travail seul, produit toutes les richesses.

2. Il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.

3. On ne fera disparaître ce conflit qu'en émancipant la classe travailleuse du joug de la classe dominante, grâce à la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et à l'administration démocratique de ceux-ci par la population tout entière.

4. Puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité entière, sans distinction de race ni de sexe.

5. Cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.

6. Puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver à la classe capitaliste le monopole des richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser concrètement et politiquement en vue de conquérir les pouvoirs gouvernementaux, à la fois nationaux et municipaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse, d'un instrument d'oppression, être convertie en un agent d'émancipation qui renverra les priviléges ploutocratiques ainsi qu'aristocratiques.

7. Puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classes et que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit être hostile à tout autre parti.

8. Le parti socialiste entre donc dans le champ d'action politique, résolu à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils se disent ouvertement capitalistes, et invite les membres de la classe travailleuse de ce pays à se ranger sous sa bannière afin de mettre promptement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède place au confort, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

*Nous vous invitons, si vous êtes d'accord avec les vues exposées ci-dessus, ou même si vous n'êtes pas totalement convaincus et souhaitez en discuter plus à fond, à prendre contact avec nous à la BP 26, 6700 Arlon, Belgique.*

### PUBLICATIONS SOCIALISTES

*Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie : 6 FF, 40 FB (port compris).*

*Engels sur l'abolition du salariat : 6 FF, 40 FB.*

*Pour le socialisme mondial (50 pages) : 10 FF, 70 FB.*

*Introduction au socialisme (dépliant).*

R.P.

# LA TECHNIQUE ENCHAINE L'ETRE HUMAIN.

## Vrai ou faux ?

De temps à autre les enfants qui meurent de faim font la une de l'actualité. Récemment nous avons vu sur nos écrans de télévision quantité d'images de petits corps squelettiques et difformes, mais il ne faudrait pas penser pour autant que ce qui se passe en Ethiopie est un phénomène exceptionnel. Non. Des enfants qui meurent de faim dans un pays du Tiers monde il y en a beaucoup et il y en a tout le temps. Et l'important n'est pas de s'apitoyer sur leur sort, ni d'envoyer un chèque à une quelconque organisation charitable, ni de prier Dieu que les secours arrivent à temps car il ne s'agit là que d'un soulagement partiel et momentané alors qu'il faudrait guérir une fois pour toutes. Impossible, direz-vous. Mais pourquoi donc? Mourir de faim au XXème siècle, l'ère de la technologie, de la production illimitée, ça ne devrait pas exister.

Pourquoi cela arrive-t-il? Pourquoi les habitants d'Afrique, continent fertile et particulièrement propice à l'agriculture, ne réussissent-ils pas à produire de quoi se nourrir? Est-ce justement parce que, comme le suggèrent certains journalistes, l'introduction de cette technologie moderne dans des pays qui n'y sont pas habitués a un effet plus négatif que positif?

Lorsque notre civilisation va pénétrer dans les pays du Tiers monde, est-ce parce que les moyens techniques apportés sont trop avancés, trop efficaces en somme, que les gens meurent? Et comment cela se peut-il? Comment se fait-il qu'une technique qui permet de produire plus et mieux ait pour effet de provoquer la famine et le manque?

Il faut remarquer d'ailleurs que ces techniques dont on nous dit qu'elles sont la cause des difficultés de certaines populations, semblent pourtant avoir été parfaitement assimilées dans d'autres cas: ainsi les cultures sucrières intensives se font très bien en Afrique, ainsi par exemple que les cultures de bananes.

La vérité c'est que le problème de la faim dans les pays en voie de développement n'a rien à voir avec l'introduction de nouvelles techniques, mais résulte de la manière dont ces techniques sont utilisées. Elles sont utilisées pour produire très efficacement des produits comme le sucre et les bananes qui sont exportés, et les gens qui vivent dans la misère et voient leurs enfants mourir de faim n'ont nullement l'occasion de mettre ces nouvelles techniques à l'épreuve pour la bonne raison qu'ils ne possèdent ni champs, ni machines, ni rien qui leur permette de cultiver la terre du

pays qu'ils appellent pourtant le leur. Ce pays n'est pas à eux, et c'est pourquoi ils y meurent de faim. La terre de ce pays appartient à quelques riches individus qui trouvent profitable de vendre des bananes, du sucre ou autre chose à l'étranger. Produire pour les populations locales ne présenterait aucun intérêt puisque celles-ci n'auraient pas d'argent pour acheter la nourriture ainsi produite et il n'y aurait donc aucune possibilité de profit.

Ce qui cause la faim et la misère dans les pays du Tiers Monde ce n'est donc pas l'introduction de nouvelles techniques, comme on voudrait parfois le faire croire, mais l'introduction de la loi du profit. Le profit motive tout et passe avant tout. La technique en soi devrait être une bonne chose puisqu'elle permet d'améliorer la production et de rendre le travail plus facile, mais tant qu'elle restera au service du profit, elle ne servira jamais l'humanité.

Ce qu'il nous reste à faire est donc de libérer ces techniques si pleines de possibilités, du joug qui les empêche de fonctionner au bénéfice de tous. Ce joug, c'est la loi du profit et de l'accumulation du capital. Le jour où nous déciderons de nous défaire de cette loi, la technique, ainsi libérée, deviendra à son tour libératrice et permettra de résoudre nombre de problèmes qui rendent la vie difficile aujourd'hui, et entre autres, celui de la faim dans le monde.

## LE COMMERCE AVANT LE BESOIN

	Détruits	Distribués
Pommes	206.350T	25.492T
Oranges	123.525T	1.713T
Citrons	120.818T	2.903T
Pêches	*	17.183T
Mandarines	12.199T	865T
Poires	11.585T	5.313T
Choux-fleurs	20.013T	616T
Tomates	17.989T	3.448T
Abricots	210T	133T
Aubergines	3T	29T

\* Chiffre pas disponible mais sûrement plus grand que celui des quantités distribuées gratuitement.

Récemment au Parlement Européen un député danois, Jens-Peter Bonde, a posé la question écrite suivante:

Quelles quantités de fruits d'intervention ont été, en 1983, respectivement distribuées gratuitement, distillées, utilisées pour l'alimentation du bétail ou détruites, et quelles ont été les dépenses afférentes pour chaque catégorie de fruits? Quand la Commission compte-t-elle mettre un terme à la destruction d'aliments? (Journal Officiel des Communautés européennes, n° C 232, 3 septembre 1984).

Dans sa réponse, le membre de la Commission européenne responsable pour l'agriculture, Pol Dalsager, a tenté de prétendre qu'aucun produit alimentaire n'avait été détruit. Selon lui, ce qui s'est passé, c'est simplement que certains produits achetés aux frais de la Communauté européenne pour maintenir le niveau des prix sont devenus «impropres à toute utilisation» avant qu'ils aient été pu distillés etc. Quelle hypocrisie! En réalité, on a laissé

ces produits devenir impropre à la consommation autrement dit, on les a détruits pour, comme Dalsager lui-même le dit, ne pas «perturber les circuits normaux de la distribution ou fausser les conditions de concurrence entre les divers opérateurs commerciaux». Ce qui est bien dans la logique du capitalisme où on produit pour faire des bénéfices et non pas pour satisfaire les besoins. Les chiffres donnés par Dalsager nous permettent de calculer les quantités de produits alimentaires détruits dans les 10 pays du marché commun dans l'année 82/83 (avril à avril). Pour illustrer la logique capitaliste nous donnons également les quantités, beaucoup moins, distribuées gratuitement à des hôpitaux, prisons etc.



De nos jours, selon la Banque Mondiale, «la production de céréales à elle seule pourrait fournir à chaque homme, femme et enfant plus de 3000 calories et 65 grammes de protéines par jour, ce qui est supérieur aux besoins, même calculés largement. Pour éliminer la malnutrition, il suffirait de réorienter seulement 2% de la production céréalière mondiale vers ceux qui en ont besoin» (World Bank, *World Development Report*, 1980).

Or, la FAO estimait en 1980 à 450 millions le nombre de personnes souffrant d'une grave sous-alimentation (FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1979, 1980*).

—Jacques Fontanel, *L'Economie des armes*, pp 61-2.



# UN MONDE D'ACCÈS LIBRE

★ Les moyens technologiques contemporains permettraient à chacun dans le monde entier de mener une vie sociale et privée confortable, intéressante et heureuse, dénuée de toute privation, de toute misère et aussi dépourvue du souci et de la gêne constants de ne pouvoir s'offrir ce dont on a besoin.

★ Les techniques modernes de production peuvent sans aucun doute fournir une alimentation abondante et nourrissante dépassant les besoins de la population mondiale actuelle. Personne, où que ce soit, ne doit mourir de faim, se priver de nourriture, ni même se contenter de produits de mauvaise qualité.

★ Il y a assez de matières premières, de savoir et de main d'œuvre dans le monde pour assurer une habitation confortable et salubre à chaque personne, où qu'elle vive. Tout le monde pourrait vivre dans des maisons sûres, bien adaptées au climat, aménagées avec des accessoires modernes, décorées et meublées selon les goûts de chacun. Personne où que ce soit ne doit rester sans demeure, ni vivre dans une habitation insalubre, dangereuse ou mal équipée.

★ Toutes les ressources énergétiques réunies — charbon, gaz, pétrole, électricité, houille blanche, nucléaire, solaire, éolienne, marémotrice — suffisent aux besoins de l'industrie, de l'éclairage et du chauffage. Personne ne doit mourir, être malade ou souffrir à cause du froid en hiver.

★ Il est possible de produire assez d'appareils et d'équipements pour tous les hôpitaux, de façon à ce qu'ils procurent à tous le meilleur traitement médical possible. Personne ne doit endurer une souffrance aggravée par le refus des soins adaptés.

★ Grâce à la technologie moderne, on peut recycler les déchets industriels et ménagers de façon à éviter la pollution et le gaspillage. Personne, où que ce soit, ne doit vivre dans un environnement désagréable, pollué et malsain.

★ La mécanisation et l'électronique permettraient d'éliminer presque tout le travail déplaisant, pénible et dangereux. Personne ne doit passer sa vie à subir un travail monotone et sans satisfaction, ni être affecté par l'ennui, la dépression et l'angoisse de n'avoir pas de travail.

Tout ceci est possible maintenant.

## Pourquoi est-ce que cela ne se produit pas ?

Cela ne se produit pas, uniquement parce que nous vivons, dans le monde entier, dans un type de société qui est fondé sur l'argent, les salaires, la vente et l'achat, et où les biens et les services, qui pourraient facilement être mis à la disposition de tous, ne sont produits qu'à condition d'être profitables. Quelque soit notre degré de besoin, nous devons nous en passer, si c'est au-delà de nos moyens. C'est partout la même chose, dans tous les pays qu'on les appelle capitalistes, socialistes, communistes ou d'économie mixte.

La conséquence de ce type de société où l'argent, les salaires, la vente et l'achat sont la base de l'existence, est un monde criblé de problèmes individuels et sociaux qui affectent plus ou moins chacun d'entre nous: insécurité, stress, détresse, tension domestique, manque de confort, maladie mentale, frustration, dépression, racisme, pauvreté, faim, chômage, grèves, violence, crime, émeutes, guerre et enfin mécontentement ressentis par tous.

Les gouvernements de toutes les couleurs ont essayé tous les moyens imaginables pour améliorer la situation: plus ou moins de dépenses gouvernementales, inflation ou non, niveau d'imposition élevé ou bas, prix et revenus stables ou oscillants, nationalisations et étatisation totales, partielles ou minimales, en renforçant ou en diminuant les forces armées, la police, la loi. Tous ont échoué.

Les groupes de pression, les réformateurs, les protestataires, les moralisateurs et les œuvres de charité ont aussi essayé tous les moyens possibles pour améliorer la situation, mais leur impuissance devient de plus en plus évidente. En effet:

★ aucune campagne pour le désarmement n'arrête les préparatifs (secrets ou flagrants) de la guerre ni la menace de guerre, qu'il s'agisse de nucléaire, de bombe à neutrons ou de guerre conventionnelle;

★ aucune prière, aucune intercession en faveur de l'amour et de l'harmonie ne réduisent l'antagonisme, l'inégalité et la violence;

★ aucune marche, aucune manifestation ne résolvent le racisme ou le chômage;

★ les contributions charitables, quelle que soit leur importance, n'élimineront pas la pauvreté, la faim, la privation et la souffrance.

Tous échouent précisément pour la même raison: chacun d'entre eux cherche des solutions dans le cadre d'une société caractérisée par l'argent, les salaires, l'achat et la vente. Personne ne parvient à discerner la cause véritable de tous ces problèmes, c'est-à-dire l'argent, les salaires, la vente et l'achat eux-mêmes. Et tous les problèmes sociaux demeurent tant que leur cause demeure, quel que soit le parti au pouvoir. Cela est inévitable.

## Que peut-on faire ?

L'enseignement, l'église, la radio, la télévision, les livres et les journaux nous encouragent à supporter et à accepter, sans vraiment mettre en doute le fait que le monde ne peut être organisé sur d'autres bases.

Mais ceci est faux. Il y a une alternative.

Les gens dont l'esprit est encore conditionné à ne penser qu'en termes d'argent, salaires, vente, achat, ne manqueront pas de rejeter cette alternative comme étant un rêve lointain. D'autres vont supposer à tort que bien qu'eux-mêmes comprennent, les autres n'en sont pas capables. D'autres encore vont déclarer que ce n'est pas réalisable à cause de quelque chose appelée «nature humaine».

Mais ce n'est pas un rêve lointain; chacun d'entre nous est capable de comprendre, et la nature humaine, au lieu d'être une entrave, en est au contraire la force — comme le démontrera un peu de réflexion. Cette alternative est entièrement fondée sur des faits scientifiques irréfutables, la logique et le bon sens. Voici ce dont il s'agit.

## Un monde d'accès libre.

Grâce au progrès scientifique, technologique, et dans le domaine des connaissances, il est possible depuis longtemps d'établir dans le monde entier un type complètement nouveau de société où les moyens (terre, usines, ressources énergétiques, machines, outils, matières premières) qui sont à la base de tous les biens et les services (nourriture, logement, vêtements, soins médicaux, transports, moyens de communication) dont les gens ont besoin, appartiendront non à des entreprises privées ou à des gouvernements, mais seront communs à chacun de nous, quels que soient notre âge, notre race ou notre sexe.

### Une société où:

★ l'argent, les salaires, la vente et l'achat ne joueront plus aucun rôle; ils n'existeront plus;

★ chacun de nous pourra contribuer à satisfaire aux besoins de la société en travaillant de son plein gré, selon sa propre volonté et ses capacités;

★ chacun de nous pourra prendre tout à fait librement ce qui sera disponible, selon ses besoins;

★ chacun de nous jouira d'une totale liberté de mouvement; aucune frontière nationale ne séparera les diverses régions de la terre;

★ l'administration générale des affaires de la société sera organisée démocratiquement par toute la population et dans l'intérêt de toute la population du monde, avec l'assurance que les besoins de tous seront satisfaits, où que ce soit; il n'y aura ni dirigeants, ni gouvernements pour prendre des décisions à notre place.

Un monde d'accès libre est la seule façon d'assurer:

★ la survie harmonieuse de la race humaine;

★ la fin de toute pauvreté, de la faim, des privations, du manque de confort et de toute dépression, violence, tension causées par l'insécurité économique;

★ la disparition rapide du racisme, puisque dans presque toutes les formes de racisme on se sert des autres comme bouc-émissaire pour soulager les frustrations, l'anxiété et les privations causées en réalité par une société fondée sur l'argent, la vente et l'achat;

★ la fin de toute forme de guerre (puisque toutes les guerres ont des causes économiques) dont le but est de protéger ou de gagner des débouchés, des sources de matières premières, des routes commerciales ou des zones où investir les capitaux.

Cette société est à envisager comme réalisable. Elle le sera quand la majorité de la population de tous les pays en sera consciente, la désirera, et s'organisera consciemment et pacifiquement pour la mettre en oeuvre par l'intermédiaire de tout moyen démocratique. Il n'y a pas d'autre moyen. Les minorités violentes ne pourront jamais y parvenir.

Nous sommes des gens ordinaires, de milieux et d'intérêts variés, qui sommes parvenus à reconnaître que le système social actuel, qu'il soit géré par la «droite» ou par la «gauche», par les «nationalistes», les «conservateurs», les «libéraux», les «travaillistes», les «socialistes», les «communistes» etc, est la cause fondamentale de presque tous les problèmes personnels et sociaux que les gens doivent affronter aujourd'hui, et qu'il empêche l'épanouissement et le bien-être de tous.

## LE MYTHE DE LA RUSSIE SOCIALISTE

(1) La Russie n'est pas socialiste et ne l'a jamais été. C'est le capitalisme d'Etat qui existe là-bas.

(2) Il y a bien une classe dirigeante, privilégiée et exploitante en Russie : les hauts dirigeants du Parti, de l'Etat, de l'industrie et des forces armées. Cette classe correspond plus ou moins au groupe identifié par les dissidents russes et appelé «la nomenclature».

(3) Ce groupe est aussi la classe possédante en Russie puisqu'il commande l'Etat dans une économie étatisée et détient donc les moyens de production en excluant tous les autres membres de la société qui sont, de ce fait, obligés de travailler pour lui pour des salaires. La possession, cependant, n'est pas individuelle comme à l'Ouest, mais collective, comme cela a déjà existé dans certaines sociétés du passé.

(4) La révolution russe n'était pas une révolution «socialiste» ou «prolétarienne» mais une révolution qui a balayé le féodalisme en Russie et porté au pouvoir un groupe, le Parti bolchevique, qui allait remplir le rôle que remplit la bourgeoisie dans d'autres pays, à savoir procéder à l'industrialisation du pays sur la base de l'exploitation du travail salarié. C'était donc une révolution capitaliste, même si la classe travailleuse y a joué un certain rôle.

(5) Seul le capitalisme était possible en Russie après 1917, le socialisme n'étant pas possible pour trois raisons :

- le socialisme ne peut être que mondial et ne peut pas être établi dans un seul pays;
- la Russie manquait d'une industrie moderne capable de produire en abondance;
- 

### The Russian Revolution

#### ITS ORIGINS AND OUTCOME

Une brochure de 52 pages publiée par le Parti Socialiste du Canada en octobre 1948 sur la révolution russe prouvant que la Russie n'est pas, n'a jamais été socialiste ou sur le chemin du socialisme, que la révolution russe de 1917 n'a été qu'une révolution capitaliste au même titre que la révolution française de 1789. . . . .

Pour Marx, au milieu du XIXe siècle, le centre de la réaction européenne était la Russie tsariste : lui arracher l'indépendance d'un Etat polonais reconstitué, c'était contribuer de l'extérieur à la désagréger comme Etat multinational. Au contraire, et toujours par souci de ne pas affaiblir les adversaires potentiels de la Russie, Marx n'approuvait pas les revendications nationales des peuples opprimés de l'Empire turc. Ce qui montre bien qu'en soutenant la revendication nationale polonaise, Marx ne se déterminait pas en fonction du droit --abstrait-- des peuples à disposer d'eux-mêmes. (Annie Kriegel, *Le pain et les roses*).

Nous sommes conscients des limitations inévitables de toute tentative de réformer de ce système social fondé sur l'argent, les salaires, la vente et l'achat, de façon à ce qu'il fonctionne dans l'intérêt de tous, même pour une courte période.

C'est pourquoi nous ne perdons pas notre temps à cela, mais nous prônons uniquement un monde d'accès libre, en utilisant nos capacités et notre volonté pour répandre nos connaissances à d'autres.

Bien que pour l'instant notre mouvement ne soit pas nombreux, et que notre tâche soit énorme, l'histoire montre clairement que les idées et les attitudes changent bien souvent avec une rapidité étonnante, et nous sommes sûrs que les idées et les attitudes continueront à changer, à la lumière des faits scientifiques irréfutables et de l'expérience individuelle.

- la population russe ne voulait ni ne comprenait le socialisme, réclamant simplement du pain, la paix et la terre.

(6) Ce qui s'est finalement développé en Russie, c'était un capitalisme d'Etat sous la dictature du Parti des révolutionnaires professionnels, fondé et formé par Lénine. Les dirigeants de ce Parti ont graduellement acquis de plus en plus de priviléges et ont fini par devenir, dans les années 30, une véritable classe dirigeante, exploitant et opprimant la classe travailleuse en Russie.

(7) Malheureusement, ce capitalisme d'Etat s'est fait passer (avec le concours des dirigeants des PC du monde, et d'autres) pour le socialisme. Ce qui a tourné des millions de travailleurs contre le socialisme, ces travailleurs ayant dit, à juste titre, «si c'est ça le socialisme, non merci!».

(8) Mais ce n'est pas ça le socialisme. Le socialisme, c'est un monde sans frontières, basé sur la possession commune et l'organisation démocratique par la société tout entière des moyens de production; une société où l'on produira une abondance de biens et de services dont les gens pourront se servir librement et gratuitement selon leurs besoins. Il n'y aura aucun argent, aucune monnaie, aucun rationnement. La production pour le profit, le salariat et l'Etat disparaîtront.

La tâche des socialistes aujourd'hui c'est de faire naître en chacun le désir de vivre dans ce monde différent que sera le socialisme, de faire naître en chacun la volonté de l'établir aussi vite que possible. Pour mener à bien cette tâche, il faut d'abord écarter certains obstacles tels que le mythe de la Russie socialiste et c'est précisément ce que nous avons essayé de faire dans cet article.

**Marx, théoricien de l'anarchisme,**  
Maximilien Rubel (les Cahiers du Vent du Ch'min, 5 bis rue Rolland-Vachette, F-93200 Saint-Denis) - 25 FF.

Dans cette réédition d'un essai publié pour la première fois en 1973 (et repris dans *Marx critique du marxisme* en 1974), Rubel argue que Marx était le fondateur «d'une théorie politique de l'anarchisme».

Marx, qui était déjà athée, est devenu communiste vers la fin de 1843 par voie d'une critique philosophique de l'Etat et de l'argent comme étant tout aussi aliénant pour l'homme que la religion. Il avait déjà donc, écrit Rubel, «la vision d'une société sans Etat, sans classes, sans moyen d'échange monétaire, sans terres religieuses et intellectuelles» avant d'entamer son analyse du monde de production capitaliste. En d'autres termes, Marx était communiste et anarchiste avant de devenir «économiste».

Dans un post-scriptum écrit en 1983 pour cette réédition, Rubel montre, citations à l'appui, que «ce n'est pas Marx, c'est Bakounine qui pratiquait le principe de la libération de «haut en bas», prônant la constitution d'une autorité centralisée et secrète, d'une élite ayant pour mission d'exercer une «dictature collective et invisible» afin de faire triompher «la révolution bien dirigée».



# A VOUS LA PAROLE

D'accord avec P.G. de Paris dans SM26. Je pourrais en rajouter ou modifier mais j'estime que cela a peu d'importance.

La vie dans la société socialiste mondialiste ou universelle (socialisme mondial = harmonie universelle?) sera à des années-lumière de ce qu'elle est dans la société capitaliste d'aujourd'hui. C'est une évidence! Tant mieux! Que le plus de gens prennent conscience qu'il y a autre chose que la crasse des rouages de la société des profits, des haines, des espoirs gâchés, des mesquineries, voilà ce que je veux voir, activer, catalyser. Il est vrai que cela ne va pas très vite et que ceux qui sont plus ou moins conscients sont pour la plupart isolés dans les eaux troubles des chauvinismes d'aujourd'hui. Il est vrai aussi que l'on ne peut pas faire marche arrière; une fois que l'on a pris conscience que le socialisme viendra et que l'on se voit patauger dans la merde d'aujourd'hui, eh bien il faut quand même patauger et faire son bout de chemin, le plus heureusement possible.

L'important est de garder espoir dans le socialisme, il viendra tôt ou tard. Il peut venir tard (par rapport à nous maintenant ici présents) et il faut agir dès maintenant car il ne tombera pas tout court.

Il est certain que suivant les positions, les facteurs sociaux etc, les socialistes vivent des choses bien différentes pendant le même laps de temps. Ainsi, plutôt que de chercher à savoir ce que sera le socialisme de demain, ne pourrions-nous pas confronter nos milieux de vie respectifs d'aujourd'hui, pour mieux connaître les prémisses du socialisme?

H.P. Ollioules (83).

J'ai lu votre journal SOCIALISME MONDIAL n° 26 (n° 2 de 1984). Il m'inspire les réflexions suivantes:

1) Vous exprimez à deux reprises (pp 3 et 8) l'idée que le socialisme doit être *voulu* et *compris* par l'ensemble ou la grande majorité des travailleurs du monde entier pour être réalisable.

On ne peut vouloir que ce que l'on comprend. Mais pour pouvoir comprendre, il faut pouvoir accéder à la culture (et en avoir le désir et la force)... Pour pouvoir accéder à la culture, il faudrait déjà être en régime socialiste car le capitalisme abrutissant s'oppose à la diffusion de l'information fondamentale qui est en contradiction avec les intérêts des privilégiés. C'est un cercle vicieux!

S'il fallait attendre que la grande majorité de la population mondiale ait compris, le monde aurait plusieurs fois le temps de subir l'apocalypse atomique avant qu'un socialisme se réalise.

2) Une société sans «monnaie» (bons) de consommation et sans police suppose une société où tous les individus ont une haute valeur morale. Mais une haute moralité générale ne pourrait être acquise par une population seulement si celle-ci aurait vécu depuis un temps assez long dans une société socialiste dépourvue de compétitivité économique. C'est encore un cercle vicieux. Les individus actuels sont pour leur grande majorité les fruits de la société marchande de compétition à outrance. On les voit mal plongés subitement dans une société avec «prise au tas» de toutes les marchandises: chaînes hi-fi, autos, yachts, avions (où est la limite?).

3) L'expérience nous montre que la grande majorité des individus actuels consentent à faire un certain effort intellectuel seulement en vue de leurs intérêts immédiats dans le système. Le socialisme mondial à venir? La pollution générale qui menace les générations suivantes? La guerre atomique mondiale menaçante? ... Pas question de se fatiguer les méninges et d'agir pour ces problèmes.

4) L'Ecologie est absente dans ce numéro de SOCIALISME MONDIAL. Une société socialiste produisant à outrance autos, canots à moteurs, avions, usines... pour satisfaire des désirs effrénés de biens matériels aurait pour conséquence la condamnation des générations suivantes. Déjà les saisons sont perturbées à cause de l'accumulation croissante du dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

5) Le problème de l'explosion démographique n'est plus abordé.

Si le vrai socialisme doit s'instaurer un jour sur cette planète, qui peut être en mesure de prévoir comment il se réalisera?

Dans l'immédiat, semons de l'information utile, fondamentale, avec un langage le plus clair et le plus concis possible, afin de se faire comprendre par le plus grand nombre de personnes. C'est tout ce que nous pouvons faire.

Jean Leblan, Vincennes (94)

Si vos objectifs sont généreux, pacifiques et avec de bonnes idées (notamment «l'utilisation» du capitalisme), quelques considérations résumées ici ne me font guère croire à votre progression, sinon dans de nombreuses décennies...

Plusieurs «guerres» sont déjà engagées, sinon dans les faits, au moins dans les esprits. Elles ne s'apaiseront pas actuellement.

Alors que nous rêvons encore, le capitalisme et ses larbins sont déjà dans les tranchées. L'accroissement des forces de l'ordre, les fichages divers, les crédits militaires etc... nous ont tout pris — chez Pinochet comme chez Mitterrand — dans une vaste toile d'araignée. Et n'oublions pas la montée de l'extrême-droite, le meilleur serviteur du capitalisme occidental, sans oublier qu'un nombre important d'exploités (?) lui sont favorables. Avec Reagan en tête du peloton, presque tous les «dirigeants» tolèrent. Il reste évidemment noble pour certains politiciens (...) de parler de démocratie (?) ... tout en votant des lois à l'avantage des privilégiés dont le mépris devient extravagant.

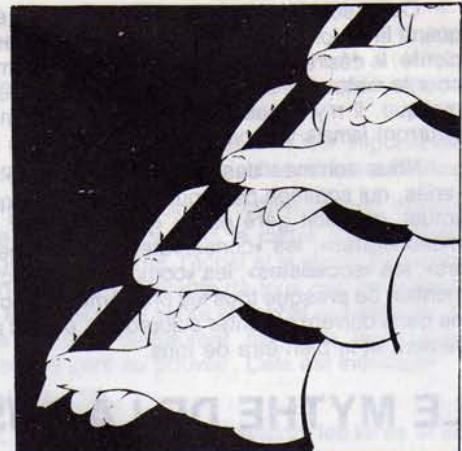
En réalité, le capitalisme a peur, peur de l'écrasement brutal par des millions de chômeurs et de mécontents dont une frange qui s'accroît, n'aura d'autres ressources que la violence. Même à l'Est, cette révolte vit à l'état endémique.

*Reprocher la violence aux peuples démunis est un non-sens.*

Croyez-vous que sans la guerre, le Nicaragua aurait pu mettre fin au régime Somoza et à l'ingérence américaine? Non, car le degré d'exploitation et de répression atteignait un seuil. Pourquoi auraient-ils dû continuer à vivre dans la misère? Et quand la violence est la seule issue, elle ne peut être confondue avec divers terroristes mal définis.

A juste titre, vous faites état de l'aberration du racisme. Mais ce fléau a atteint un niveau inattendu presque partout dans le monde. C'est aussi une arme du capitalisme et des gouvernements. Soit pour acquérir des territoires riches ou reprendre en main certaines richesses (exemple: les Musulmans Intégristes), écarter des «génieurs» susceptibles de se joindre à d'autres mouvements d'émancipation, déplacer des peuples là où le capitalisme en a besoin. Sous des formes variées, le racisme est plus vivant que jamais. Pourtant, c'est une guerre que des «exploités inconscients» livrent à d'autres «exploités». Comment réunirez-vous ces antagonistes? ... pensez seulement au racisme terrible qui se développe en Belgique et au caractère inhumain de lois récentes.

Enfin, domaine plus particulier, je ne suis pas de votre avis — négatif — sur les «avant-garde»



et «période de transition». Ces dernières sont indispensables pour rétablir la vie de toute région qui s'est émancipée, même avec modération.

Quant au rôle néfaste que vous voyez dans un «parti d'avant-garde» vous semblez vous polariser sur l'évolution lamentable de la Russie. Mais, sans une «avant-garde», bien des exploités restent indifférents à l'exploitation qu'ils subissent.

Inévitablement d'ailleurs, votre propre mouvement constitue une «avant-garde» qui, dans un Socialisme Mondial, pourrait dévier comme d'autres.

Au reste, généraliser comme vous le faites ce genre de déviation, est à mon sens inexact. Après plus de cinq ans, je vous mets au défi de démontrer en quoi la révolution la plus récente dans la réussite — le régime sandiniste du Nicaragua — a dévié vers l'établissement d'une quelconque Nomenklatura d'inspiration soviétique ou autre.

Enfin, si le capitalisme se sent menacé par une agression lente, vous laisserez largement le temps aux blocs USA-URSS d'organiser leur défense, probablement en commun d'ailleurs.

Le Socialisme Mondial, c'est une belle idée, mais je ne suis pas convaincue qu'il faille y croire, même à long terme.

Claude Jammaers, Bruxelles.

**Réponse:** Claude Jammaers nous brosse dans sa lettre un tableau bien reconnaissable de la société dans laquelle nous vivons. Il s'agit, nous dit-elle, d'un système social qui permet de mener à bien l'exploitation de la grande majorité des êtres humains grâce à une gigantesque administration et à une puissante machine de coercition. Tout est utilisé pour monter exploité contre exploité, en particulier le racisme et la guerre, et certains peuples sont démunis et opprimés au-delà de tout ce qu'on peut imaginer.

Tout cela est vrai, mais si nous sommes bien d'accord sur les problèmes, nous ne le sommes plus sur les solutions à y apporter. En effet nous voyons, nous, la possibilité d'une société alternative, basée sur la coopération et la possession en commun de toute la planète et d'où guerre, exploitation, profit, pauvreté et oppression auraient disparu. Mais Claude Jammaers nous accuse de rêver, et d'autant plus que nous prétendons arriver à cette société sans violence.

Cl. Jammaers défend la violence à deux niveaux différents: moralement la violence des opprimés est justifiée et en pratique elle peut marcher et donner à un peuple ce qu'il veut, exemple le Nicaragua. Voyons

donc ce qui s'est passé au Nicaragua. Les forces américaines quittèrent le Nicaragua en 1933, laissant au pouvoir Somoza et la garde nationale. L'oppression fut terrible et lorsque les révolutionnaires sandinistes renversèrent le régime en 1979 et le remplacèrent, chose assez exceptionnelle après une insurrection armée, par un gouvernement qui ne s'appuyait pas sur la terreur comme moyen d'action, on peut dire effectivement que le peuple eut à peu près ce qu'il voulait: moins de terreur, moins d'oppression, des dirigeants plus cléments. Au Nicaragua, donc, la violence qui a mené à la révolution était justifiée et a donné les résultats désirés, nous dit Claude Jammaers. Mais est-ce bien le cas?

D'une part le nouveau gouvernement du Nicaragua est très menacé par les Etats-Unis qui mettent tout en œuvre, utilisant le Honduras et le Costa Rica comme de véritables bases militaires, pour remettre la main sur ce pays par dictateur interposé. D'autre part, si le gouvernement a changé, le système, lui, est resté, et il est toujours, comme ailleurs, fondé sur le salariat et la production marchande et engendre les mêmes problèmes que partout: pauvreté, chômage, insécurité, pollution, guerre ou menace de guerre.

Ce système ne peut être géré dans les intérêts de la majorité de la population mais seulement contre ses intérêts. C'est pourquoi le régime sandiniste, malgré la bonne volonté de ses dirigeants (que nous ne contestons pas) s'est vu obligé d'embrouiller les travailleurs dans des «syndicats» d'état et de s'opposer aux grèves. A ce propos, voir la une d'un journal sandiniste reproduite ici où on lit: «La grève n'est pas nécessaire au Nicaragua parce que le Pouvoir est aux mains des travailleurs» et «Les grèves serviraient de prétexte à une invasion yankee».

La violence à l'intérieur du capitalisme ne mène pas à la fin du capitalisme et de ses problèmes mais seulement à des formes un peu différentes de gouvernement. Pour l'instant, les populations de tous les pays du monde sont habituées à avoir des maîtres qui organisent leur travail et leur vie, et quand ces populations sont mécontentes, elles demandent un changement de maître, rien de plus. Dans les pays «avancés» ces changements se font pacifiquement, par le vote, alors que les autres pays ou règnent des dictateurs, ils ne peuvent se faire que dans la violence, ce qui n'empêche pas le soutien populaire de jouer un rôle important. Cette violence peut faire penser qu'une révolution a eu lieu, mais il n'en n'est rien. Les changements de gouvernements ne changent jamais fondamentalement les choses, et surtout pas la vie quotidienne des habitants du pays: le travail salarié reste la norme et nous vivons tous sous la même terreur, ouverte et terrible dans certains pays, moins notable ailleurs, mais présente partout derrière ce qu'on appelle les forces de l'ordre, police, armée etc...

C'est pourquoi nous soutenons que les problèmes que dénonce Claude Jammaers et que nous dénonçons aussi, ne seront résolus que lorsque la population de notre planète aura décidé, dans sa grande majorité, qu'elle ne voulait plus être exploitée, opprimée, déracinée, transportée, torturée,



réée, massacrée dans le cadre d'un système social basé sur le profit et fonctionnant dans l'intérêt d'une petite minorité qui le défend et s'y accroche. Cette décision prise, le passage pourra se faire sans violence, vu la force des 80 ou 90% d'exploités par rapport à celle de la minorité d'exploitants.

Notre propre mouvement, Socialisme Mondial, n'est pas une avant-garde qui mènera l'humanité au socialisme car l'humanité ne peut pas être menée au socialisme, elle doit en prendre le chemin d'elle-même, sans leader. C'est cette volonté générale présente dans chaque individu, qui empêchera le mouvement de dévier et permettra le fonctionnement de la nouvelle société, de même qu'aujourd'hui c'est parce que la majorité accepte et soutient le capitalisme que celui-ci prospère.

Le socialisme, comme le fait remarquer Claude Jammaers, c'est qu'il ne faut pas y croire, comme on croirait à un Dieu, aux astres ou aux soucoupes volantes. Il faut comprendre ce que c'est puis y travailler, et comme pour toute autre réalisation, c'est par le travail qu'il y arrivera. Si vous désirez bâtir une maison, écrire un livre, produire une pièce de théâtre, vous ne restez pas immobile à vous demander s'il faut y croire. Non, vous vous mettez à l'ouvrage, seul ou avec d'autres, selon le cas. Il en est de même pour l'organisation de la société, pour l'idée du socialisme. Nous ne sommes aujourd'hui que très peu nombreux à lui consacrer notre énergie, à y réfléchir, à en parler, à écrire à ce sujet. A mesure que ce nombre augmentera, la possibilité de cette autre société deviendra elle aussi plus grande, car c'est de chacun d'entre nous que dépend la société où nous vivons.

#### LES PARTIS COMPAGNONS DU SOCIALISME MONDIAL

Bund Demokratischer Sozialisten.

50 Gussriegelstrasse A-100 Wien. Autriche

Socialist Party of Canada / Parti Socialiste du Canada. Box 4280, Station A, Victoria BC, V8X3X8

Socialist Party of Great Britain.

52 Clapham High St., London SW4 7 UN

Socialist Party of New Zealand.

P.o. Box 1929, Auckland, New Zealand

World Socialist Party of Australia

P.O. Box 1440, Melbourne

World Socialist Party of Ireland

147 Gilnakirk Rd, Belfast 5, Irlande du Nord

World Socialist Party of U.S.

97, Spring Street, Watertown Mass. 02172

Nous souhaiterions que dans un prochain numéro de SOCIALISME MONDIAL, vous corrigez votre présentation des groupes qui se réclament de l'Economie Distributive. Nous ne sommes pas «divisés en plusieurs groupes rivaux», selon votre expression! Au contraire, dans l'*Intersyndicaliste* des GSÉD nous parlons toujours de trois mouvements:

1. Le Mouvement Français de l'Abondance (MFA) avec la *Grande Relève*;
2. Le Mouvement pour l'Autogestion Distributive (MAD);
3. Les Groupes de Salariés pour l'Economie Distributive (GSÉD) intersyndicalistes.

En effet, nous sommes complémentaires, agissant dans des milieux socio-professionnels différents (un peu comme les doigts de la main qui peuvent agir indépendamment les uns des autres en restant unis...).

Par ailleurs, nous ne sommes pas d'accord avec certains points de votre analyse des thèses de J. Duboin. Dans l'article «L'Accès libre», vous inversez le raisonnement de Duboin en présentant les réponses distributives comme extérieures au phénomène du blocage des échanges qui en se généralisant met le système capitaliste en crise fondamentale (voir situation actuelle des pays en voie de développement, du FMI, de la Banque de Règlements Internationaux...).

D'autre part, jamais Duboin n'a préconisé des bons donnant accès aux biens encore rares... Les choses sont à la fois plus simples et plus subtiles une fois bien pigé la mystification monétaire.

Ce qui nous paraît beaucoup plus important, c'est de proposer des actions et revendications qui accélèrent l'implosion du système marchand, ce qui oblige à désagréger toutes les infra- et superstructures qui s'efforcent de conserver le système des prix-salaires-profits, sans attendre le résultat d'hypothétiques élections «socialistes». C'est à quoi travaillent plus particulièrement les GSÉD, dont vous n'avez pas encore parlé dans votre journal. Pourquoi?

G.L., Marseille, pour les GSÉD.

**Réponse:** G.L. semble entretenir l'illusion qu'une minorité activiste peut désagréger et faire imploser le système marchand avant qu'une majorité veuille remplacer ce système par le socialisme. Il ne nous dit pas comment cette minorité va le faire mais une lecture de *L'Intersyndicaliste* suggère qu'il envisage des grèves de gratuité, des refus de payer les impôts etc.

Une minorité pourrait peut-être entreprendre de telles actions mais, en l'absence d'une majorité socialiste, le résultat ne pourrait être l'avènement du socialisme (en toute probabilité cette minorité serait écrasée par les forces de l'Etat). Car, par sa nature même de société sans Etat et sans coercition, le socialisme ne peut fonctionner qu'avec l'accord explicite et la participation consciente de l'immense majorité des gens qui y vivront. En effet comment imaginer qu'une minorité quelconque puisse forcer une majorité à coopérer sur une base volontaire — ce serait une contradiction dans les termes! Si, par contre, cette majorité existe, on n'aura pas besoin de faire de grèves, de désobéissance civile etc. On pourra tout simplement utiliser le suffrage universel et les institutions politiques représentatives qui existent déjà.

D'ailleurs, c'est par l'action politique, électorale, que Duboin lui-même envisageait l'instauration de son régime «distributiste». Nous disons bien «distributiste» et

non pas «socialiste» puisque, en voulant conserver une monnaie dite de consommation, Duboin et tous les groupes, rivaux ou pas, «qui se réclament de l'Economie Distributive» veulent en effet conserver une espèce de système marchand. Quel autre nom peut-on donner à un système dans lequel les produits auraient toujours un prix et où il faudrait toujours les acheter?

Cette «économie distributive» décrite par Duboin ressemble en fait beaucoup à l'utopie décrite par l'écrivain américain Edward Bellamy dans *Cent Ans, après l'an 2000* (en anglais «Looking Backward») (1888). Bellamy a très bien expliqué pourquoi l'argent disparaîtrait dans une société sans propriété. C'est le docteur Leete qui parle à Julian West, l'homme qui venait de 1887:

«Vous paraissiez étonné, dit-il, que nous vivions sans argent et sans commerce; mais en réfléchissant un peu, vous verrez que chez vous le commerce et l'argent n'étaient nécessaires que parce que la production était abandonnée à l'initiative privée. Par conséquent, chez nous, l'un et l'autre sont devenus superflus.

- Je ne comprends pas très bien cette déduction.

- C'est cependant bien simple, dit le docteur. A l'époque où un nombre infini de personnes, sans relations entre elles, produisaient les mille objets nécessaires à la vie et au bien être, il fallait des échanges perpétuels entre les individus pour subvenir à leurs besoins respectifs. Ces échanges constituaient le commerce, et l'argent en était l'intermédiaire indispensable. Mais, dès que la nation fut devenue le seul producteur de toutes les commodités de la vie, l'échange entre les individus n'eut plus raison d'être. On pouvait se procurer tout à la même source, et rien ne pouvait être obtenu d'ailleurs. Le système de la distribution directe, dans les magasins nationaux, remplaça le commerce et, pour cela, l'argent était inutile. (*Cent Ans Après*, Paris, 1891, p. 64).

Il est vrai que parfois l'image que le MFA fait de ce qu'il appelle le socialisme ressemble plus au capitalisme d'Etat. En fait, à un moment où la Russie était plus en faveur que maintenant, le MFA décrivait la Russie comme un «socialisme de la rareté», quoique la plupart des abondancistes français maintiendraient aujourd'hui que le système russe est une forme de capitalisme d'Etat.

L'appareil productif capable de produire une abondance de richesses étant à l'échelle mondiale, il va de soi que l'abondance ne peut se réaliser qu'à l'échelle mondiale, et que le socialisme, la société qui va permettre de la réaliser, ne peut être qu'à l'échelle mondiale aussi.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

(à renvoyer à: BP 26, 6700 Arlon, Belgique)

Nom .....

Adresse .....

Abonnement à 4 numéros: 20 FF, 140 FB  
Versements au CCP 238128M de A.  
Buick à Nancy.

## 2,5 MILLIONS DE CHOMEURS

On se rappellera que, lors d'un débat télévisé avec Giscard le 5 mai 81, Mitterrand a déclaré que si la politique de Giscard continuait il y aurait deux millions cinq cent mille chômeurs en 85 (*Le Monde*, 7 mai 81). Sous entendu: si, moi, je gagne, ce sera différent. Eh bien, Mitterrand a gagné mais le chômage n'a pas cessé d'augmenter et c'était quelques mois avant 85, en octobre 1984, que le cap de 2,5 millions était dépassé:

Pour la première fois de l'histoire des statistiques du chômage, la France compte officiellement plus de 2,5 millions de demandeurs d'emploi. A la fin octobre, ils étaient 2.515.600 en données brutes (*Libération*, 17/8 novembre 84).

Alors, Mitterrand menteur? Mitterrand tricheur? Peut-être était-il sincère en 1981

(même si c'est peu probable chez un politicien habile avec une expérience ministérielle datant de 1945 de gestion des affaires du capitalisme français...) mais c'est sans importance car même si il l'était le résultat n'aurait pas été différent. Ce que ces chiffres montrent, c'est l'impuissance de tout gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite, de faire plier le capitalisme à une volonté politique. Le capitalisme est un système incontrôlable qui fonctionne selon des lois économiques — priorité aux profits, donc si pas de profits, pas de production non plus, d'où le chômage — que, nous le répétons, aucun gouvernement ne peut contrecarrer. Pour s'en sortir il faut abolir le capitalisme et son économie marchande qui ne peut fonctionner que contre les intérêts de la classe travailleuse.

## LA VOIE DU SOCIALISME

Le socialisme est un système social dans lequel les peuples du monde entier posséderont en commun les moyens de production et de distribution et s'en serviront de manière démocratique.

C'est le système social qui existera le jour où la majorité des habitants de la terre décidera de s'organiser d'une manière qui est à son propre avantage, alors qu'aujourd'hui nous sommes organisés par une très petite minorité, au bénéfice de cette minorité, et nous sommes, quant à nous, lésés aussi bien matériellement que spirituellement.

Imaginons maintenant, un instant, que la majorité socialiste existe. Le problème qui se pose alors est de trouver une méthode pour passer du capitalisme au socialisme, pour remplacer les gouvernements et les institutions capitalistes par l'administration démocratique qui sera celle du socialisme. Mais ce problème n'en est pas un pour la bonne raison que la solution existe déjà. En effet, dans tous les pays capitalistes avancés, la majorité de la population a la possibilité d'exprimer sa volonté grâce au suffrage universel.

Il est vrai que jusqu'à présent, la manière de contester les élections, c'est-à-dire l'électoralisme, a empêché le suffrage universel de remplir son véritable rôle et lui a fait perdre beaucoup de sa crédibilité, en particulier auprès de ceux qui désirent le socialisme. Mais cet électoralisme, espèce de version pacifique de l'avant-gardisme des Léninistes, où il y a d'une part les meneurs qui sont censés tout savoir (les parlementaires, les leaders, les partis) et d'autre part les menés, les votants, n'est pas la seule façon d'utiliser les urnes. Une majorité socialiste s'organisera elle-même démocratiquement et ses candidats aux élections ne seront pas des dirigeants, mais des délégués strictement mandatés, et révocables s'ils ne respectent pas leur mandat. Si l'on pense que les travailleurs sont capables de s'organiser ainsi, par exemple sur leurs lieux de travail, pourquoi n'auraient-ils puissent le faire sur le plan électoral?

Non seulement c'est possible, mais c'est même inévitable dans les circonstances socio-politiques d'aujourd'hui, à une époque où tout mouvement politique s'exprime électoralement comme par exemple les Verts en Allemagne et même les Républicains en Irlande du Nord. Il sera donc naturel que le mouvement pour le socialisme s'exprime lui aussi électoralement, sans qu'il courre le moindre danger d'être dénaturé puisque le suffrage universel sera simplement l'instrument qui permettra à la conscience socialiste majoritaire de s'exprimer et d'atteindre son but. L'important n'est donc pas la technique (en l'occurrence le suffrage universel) qui permet à la majorité de s'exprimer, mais l'existence même de cette majorité. Et une fois que cette majorité existera, pourquoi aurait-elle recours à des méthodes plus ou moins violentes comme la grève générale ou l'insurrection armée, alors qu'elle aura à sa disposition un moyen pacifique et spécialement conçu pour permettre aux majorités d'imposer leur volonté, à savoir le système électoral?

## GESTION DU CAPITALISME

### Le PS applique la logique du capital

«Il faudra livrer sur chaque site la «bataille des prix de revient» (...). Notre priorité absolue est de rétablir l'équilibre économique (...). Tout investissement doit être justifiable en termes de marchés, de rentabilité économique et d'assainissement financier (...). Il ne faut pas s'abstenir de la règle du profit et de l'équilibre économique.»

Jean Jacquet, PDG d'Unimétal, à Metz le 25 janvier (*Républicain Lorrain*, 26 janvier 1985). Unimétal est une entreprise nationalisée, soi-disant socialiste mais en réalité capitaliste d'Etat.